



BULLETIN D'INFORMATION

Décembre 2011, № 83

SOMMAIRE:

Économie russe: tour d'horizon

- La sixième économie mondiale
- L'OCDE salue les progrès de l'économie russe

Russie-Monde

- Feu vert à l'adhésion de la Russie à l'OMC

Russie-France

- Kalouga, vedette des Rencontres Russie-2011

Actualités-Entreprises

- Lagardère vend ses radios russes
- Bourbon ouvre une filiale à Saint-Pétersbourg
- Lancement d'un train entre Moscou et Paris
- Cetelem s'accocie à Sberbank dans le crédit à la consommation

Chers lecteurs,

Vous tenez entre vos mains le dernier numéro de notre bulletin d'information à paraître en 2011. Ce numéro, de par son contenu, semble convenir on ne peut mieux à cette période des fêtes de fin d'année, car il dresse le bilan des douze mois écoulés et identifie de nouvelles perspectives pour les douze mois à suivre. Il reflète aussi le climat positif des relations économiques et commerciales franco-russes qui, établi avant 2011, n'a cessé de se renforcer au cours de l'année écoulée. Certes, la Russie et la France ont connu des moments difficiles, et nous sommes prêts à affronter en 2012 de sérieuses épreuves dans le domaine économique et financier. On ne peut pas exclure que beaucoup d'indicateurs statistiques, y compris dans nos échanges bilatéraux, soient revus à la baisse pour des raisons objectives. Mais nous ne devons pas nous décourager : toute difficulté est surmontable si deux partenaires ont des perspectives durables de coopération et de développement, et cela est justement le cas. Avec mes meilleurs vœux de succès, de bonheur et de santé,

Ivan PROSTAKOV,

Représentant commercial de la Fédération de Russie en France

ÉCONOMIE RUSSE: TOUR D'HORIZON

La sixième économie mondiale

La Russie est montée du 8^e au 6^e rang mondial selon le PIB en parité de pouvoir d'achat, et son économie poursuit sa croissance au rythme annuel de 4%, une cadence largement supérieure à la moyenne des pays avancés, s'est félicité le président Dmitri Medvedev dans son message annuel adressé au parlement russe. Selon M. Medvedev, le taux d'inflation est descendu à son niveau le plus bas frôlant les 6%, et la pauvreté n'en finit pas de reculer. « La crise a démontré que l'accumulation de réserves issues des recettes pétrolières est une politique raisonnable. Grâce à ces économies, le gouvernement et la Banque centrale ont su éviter une crise monétaire », a-t-il souligné.

Face à la menace d'une nouvelle récession mondiale, la Russie devrait éviter de vivre au-dessus de ses moyens tout en restant fidèle à ses engagements sociaux, a estimé le chef de l'Etat, avant d'inviter à redoubler d'efforts pour promouvoir les petites et moyennes entreprises, exploiter au maximum les innovations et créer de nouveaux emplois qualifiés. Par ailleurs, selon lui, il faut réunir les conditions propices à l'investissement privé dans l'industrie, l'agriculture, les infrastructures de transport, le bâtiment et le secteur des services. « Améliorer le climat des affaires est le meilleur moyen d'accélérer la croissance économique », a déclaré M. Medvedev, soulignant la nécessité de préserver l'équilibre budgétaire, d'endiguer l'endettement public et promettant une nouvelle loi fédérale sur les marchés publics axée sur la lutte contre la corruption.

L'OCDE salue les progrès de l'économie russe

Renforcer les politiques macroéconomiques, améliorer l'environnement des entreprises grâce, notamment, à la lutte contre la corruption et à la consolidation de l'Etat de droit et relever l'efficacité énergétique, telles sont les principales recommandations formulées par l'OCDE dans son « Étude économique 2011 sur la Fédération de Russie » publiée en décembre.

Selon les analystes de l'OCDE, l'économie russe se remet de la grave récession de 2008-2009, mais l'activité reste en deçà des sommets atteints avant la crise. De l'ordre de 4%, le taux de croissance est insuffisant pour tirer pleinement profit des possibilités offertes par les ressources naturelles dont la Russie est richement dotée. Soulignant les progrès accomplis vingt ans après la chute de l'URSS en matière de flexibilité du marché du travail, de gestion budgétaire ou encore de réglementation bancaire, les experts ont jugé nécessaire de réduire la dépendance à l'égard des recettes pétrolières et de diversifier l'économie. Parmi d'autres handicaps, l'OCDE cite le mauvais climat des affaires, l'implication excessive de l'Etat dans l'économie, la corruption endémique, les barrières administratives et le manque de concurrence. Les analystes font toutefois ressortir de notables progrès sur différents fronts qui se concordent avec le processus d'adhésion de la Russie à l'OCDE attendue dans les prochaines années. L'efficacité énergétique est un autre domaine dans lequel la Russie est à la traîne des pays les plus avancés : pour produire un point de PIB, elle consomme environ trois fois plus d'énergie que la France. En revanche, la Russie dispose de plusieurs atouts : une dette publique nette négative, ce qui s'explique par des politiques prudentes qui ont permis de mettre de côté une forte proportion des recettes liées à l'évolution des cours du pétrole, et une forte baisse de l'inflation observée au cours des douze dernières années.

RUSSIE - MONDE

Feu vert à l'adhésion de la Russie à l'OMC

Réunis le 16 décembre à Genève, les ministres des 153 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont donné leur feu vert à l'adhésion de la Russie. Le protocole d'adhésion définitif a été signé par la ministre russe du Développement économique Elvira Nabioullina et le directeur général de l'OMC Pascal Lamy, en présence du premier vice-premier russe Igor Chouvalov et de la présidente suisse Micheline Calmy-Rey. C'est un « moment historique qui intervient après un marathon de 18 ans », a souligné M. Lamy, rappelant que son organisation couvrait désormais 97% du commerce mondial. Dans un message de remerciement, le président russe Dmitri Medvedev a pour sa part estimé que cette adhésion allait profiter à la fois à la Russie et à ses futurs partenaires commerciaux.

La Russie a désormais six mois pour ratifier cet accord, lequel prendra effet 30 jours plus tard. En accédant à l'OMC, Moscou a notamment accepté d'abaisser le seuil de ses tarifs douaniers à l'importation et de limiter puis réduire ses subventions agricoles. Sur le plan des télécommunications, la Russie a accepté que le seuil de 49% maximum de capitaux étrangers soit supprimé dans quatre ans. Les banques étrangères ne pourront pas ouvrir de succursales sur le territoire russe, alors que les licences d'importation pour les alcools et les produits pharmaceutiques seront supprimées, de même que la taxe spéciale sur le survol de la Sibérie par les avions étrangers.

RUSSIE - FRANCE

Kalouga, vedette des Rencontres Russie-2011

Sixième investisseur de l'économie russe, la France a ouvert le 15 décembre à Paris la 10^e édition des « Rencontres Russie ». Organisé par Ubifrance au palais du Luxembourg, cet événement économique annuel destiné à aider les entreprises françaises à s'implanter sur le marché russe a réuni quelque 300 participants. Invité phare du forum, le gouverneur de la région russe de Kalouga, Anatoli Artamonov, a reçu des mains du ministre français des Transports Thierry Mariani une Légion d'honneur pour sa contribution notable à la coopération franco-russe.

La région de Kalouga, qui héberge 40% de tous les investissements étrangers en Russie, coopère étroitement avec les entreprises françaises. Plusieurs groupes industriels français, dont le constructeur automobile Peugeot-Citroën, le géant cosmétique L'Oréal, le cimentier Lafarge, s'y sont déjà implantés, sans oublier le fameux train qui relie Vesoul (Haute-Saône) à Kalouga avec une fréquence de trois rames tous les deux jours pour ravitailler l'usine locale de Peugeot-Citroën en équipements et pièces détachées. La région abrite huit parcs industriels ouverts à l'investissement étranger, et le gouverneur n'hésite pas à donner le numéro de son téléphone portable aux investisseurs en difficulté, autant d'atouts indéniables qui permettent aux diplomates français de vanter « le modèle Kalouga ».

Lors du forum, la directrice de la mission Ubifrance à Moscou, Elisabeth Puissant, et le président de la Chambre d'industrie et de commerce franco-russe, Emmanuel Quidet, ont par ailleurs signé un accord de coopération, un

« pacs » au dire de M. Quidet, à tel point la coordination des efforts déployés par les deux entités sur le marché russe promet d'être pleine et entière.

ACTUALITÉS - ENTREPRISES

Lagardère vend ses radios russes

Le groupe Lagardère a annoncé le 23 décembre la vente de ses radios en Russie à une société russe pour 123 millions d'euros, rapporte le quotidien économique *La Tribune*. Présent dans le pays depuis 1990 avec quatre stations, il revendiquait 17 millions d'auditeurs quotidiens, la plus importante station étant Evropa Plus qui couvre 200 villes. En 2010, les radios russes de Lagardère, très rentables, ont réalisé un chiffre d'affaires de 4,3 millions d'euros. Elles représentaient 40% de ses activités radio hors de France.

Cette vente était inéluctable, car la nouvelle loi russe sur les médias interdit à un groupe étranger de détenir plus de 49% d'un média national à compter de novembre 2012. Alors qu'il aurait pu en conserver 49%, le groupe d'Arnaud Lagardère a choisi de sortir complètement du capital des médias en question au profit de Siberian Business Union, qui doit acquérir dans un premier temps 25% du capital avec l'intention de racheter le reste ultérieurement. Ce groupe qui appartient au milliardaire Vladimir Gridine possède déjà quelques médias dans sa région d'origine, la Sibérie occidentale, mais il est surtout actif dans l'industrie lourde.

Bourbon ouvre une filiale à Saint-Pétersbourg

Le groupe français de services maritimes Bourbon a annoncé le 15 décembre l'ouverture en Russie d'une filiale implantée à Saint-Pétersbourg et spécialisée dans la gestion de navires. La nouvelle société, baptisée Bourbon Baltic, doit permettre au groupe d'optimiser l'armement de ses propres navires et de proposer aux industriels pétroliers des services répondant à leurs exigences élevées.

Le choix de Saint-Pétersbourg ne doit rien au hasard : haut-lieu des activités maritimes en Europe, l'ex-capitale impériale s'inscrit parfaitement dans la stratégie du groupe qui consiste à rapprocher ses services de gestion. « L'emplacement stratégique de Bourbon Baltic nous permettra de bénéficier d'un vaste vivier de diplômés issus d'institutions maritimes réputées, ainsi que de marins dont le haut niveau de compétence et d'expérience est reconnu mondialement, explique Franck Dambrin, vice-président de Bourbon, dans un communiqué. Cette annonce renforce notre position de fournisseur de services à l'offshore focalisé sur la réponse aux demandes des industriels pétroliers les plus exigeants. »

Bourbon est présent depuis trois ans en Russie où il fournit des services de support à la production au groupe Gazflot pour le projet pétro-gazier de Sakhaline-2, dans l'Extrême-Orient.

Lancement d'un train entre Moscou et Paris

Un nouveau train reliant Moscou à Paris est parti le matin du 12 décembre de la capitale russe pour un voyage de 38 heures à travers cinq pays – Russie, Bélarus, Pologne, Allemagne et France - qui s'est achevé mardi soir. Il s'agit du deuxième itinéraire le plus long d'Europe, après la ligne Moscou-Nice ouverte en 2010. La ligne, qui existait à l'époque soviétique, a été fermée au début des années 1990. En décembre 2007, elle a été rouverte, mais jusqu'à présent seul un wagon était accroché au train Moscou-Berlin, puis transféré ensuite en queue d'un train faisant Berlin-Moscou. Désormais un train entier fera la liaison, avec des wagons de classe luxe, de première et de seconde, trois fois par semaine en hiver et cinq fois par semaine en été, le prix d'un billet aller étant compris entre 330 et 1050 euros.

Pour le secrétaire d'Etat chargé des Français de l'étranger, Edouard Courtial, cette ligne, après l'ouverture de celle reliant Moscou à Nice, illustre « la qualité des relations (entre la France et la Russie) dans le secteur des transports ». Par ailleurs, « les entreprises françaises souhaitent vivement participer à la construction de la ligne de chemin de fer à très grande vitesse entre Moscou et Saint-Pétersbourg », a-t-il rappelé.

La Russie, qui exploite pour l'instant des rames à grande vitesse achetées à l'allemand Siemens, mais sur les voies existantes, a l'intention de construire une voie à très grande vitesse entre Moscou et Saint-Pétersbourg, sur une longueur de 660 km, pour une mise en exploitation en 2017.

Cetelem s'associe à Sberbank dans le crédit à la consommation

Cetelem, la filiale de crédit à la consommation de BNP Paribas, a signé le 26 décembre un accord avec la Sberbank en vue de créer une coentreprise spécialisée dans le crédit sur le lieu de vente. Les commandes opérationnelles de la nouvelle entité sont confiées à Sberbank, qui en détiendra 70%, mais les Français auront un droit de veto sur les nominations clés et deux sièges sur six au conseil de surveillance. L'accord porte sur une durée de dix ans, Cetelem pouvant cependant vendre sa participation s'il le souhaite avant ce terme. « Ce n'est pas dans nos intentions de sortir de Russie. Pour nous, ce projet n'est pas un coup financier mais un projet industriel qui s'inscrit dans la durée. Nous avons réalisé des investissements informatiques majeurs sur place, nous employons 4.300 personnes en Russie, et

notre activité est récente mais déjà rentable », a souligné Alain Van Groenendael, administrateur et directeur général délégué de BNP Paribas Personal Finance, interrogé par *Les Echos*.

Aujourd'hui, Cetelem est le 7^e acteur sur le marché russe du crédit à la consommation sur le lieu de vente, avec plus de 4% de part de marché et près de 800 millions d'euros de chiffre d'affaires. Avec la nouvelle coentreprise, il espère atteindre de 25% à 30% de part de marché dans trois à cinq ans et un chiffre d'affaires de 5 milliards d'euros.

Pour s'abonner à ce digest mensuel gratuit ainsi que pour toute suggestion ou critique, merci de nous contacter à l'adresse: paris@economy.gov.ru